



**Déclaration de la CGT Éduc'action Nantes et
de la CGT au Conseil Académique de
l'Éducation Nationale des Pays de La Loire
du vendredi 29 novembre 2024**



Mesdames, Messieurs les membres du CAEN,

En nommant Michel Barnier Premier ministre, Le président Macron accentue sa néfaste et agressive politique libérale : austérité budgétaire visant le quotidien des travailleurs-euses, casse assumée des Services publics, ponction chez les retraité-es, mensonges autour d'une « politique sociale » à laquelle contribuerait les plus riches.

La France est frappée par une nouvelle vague de licenciements et les grandes entreprises, en particulier l'industrie (ayant très largement bénéficiée d'aides publiques), annoncent des plans économiques menaçant 150 000 emplois, le tout face à un gouvernement complice.

Sous l'impulsion du ministre Guillaume Kasbarian, pleuvent également des mesures d'austérité à l'encontre de la Fonction publique et des agent-es : gel du point d'indice, suppressions massives de postes (notamment à l'Éducation nationale), introduction de 3 jours de carence et réduction des indemnités, suppression de la Garantie individuelle du pouvoir d'achat...

La CGT Éduc'action dénonce également les déclarations mensongères du ministre visant à stigmatiser les agent-es de la Fonction publique. Il est inacceptable que ces personnels subissent à nouveau un décrochage salarial et une dégradation de leurs conditions de travail, seuls résultats des politiques visant à détruire la Fonction publique.

La CGT Éduc'action, avec la CGT, rappelle que ce n'est pas aux salarié-es ni aux retraité-es de payer la dette générée par le Capital, la bourgeoisie et l'État.

Dans l'Éducation, la CGT continue de dresser un constat sombre : conditions de travail des personnels fortement dégradées, perte de sens pour tou-tes et accentuation de l'épuisement professionnel, manque grandissant de personnels, contre-réformes imposées contre l'avis unanime de la communauté éducative, développement d'une politique de rémunération au mérite et mise en concurrence des personnels et des établissements, dégradation des conditions d'étude et des prises en charges des élèves se trouvant en situation précaire... On constate aussi une stratégie consistant à faire taire toute forme de remise en question comme le montre dans l'académie de Lyon les mesures disciplinaires en cours envers 2 syndicalistes de la CGT Éduc'action au seul motif de leur activité syndicale et de représentants des personnels .

La ministre Anne Genetet promet une politique sécuritaire et la poursuite de réformes dévastatrices menées par Macron depuis 7 ans. L'acte II du *Choc des savoirs* maintient le cap de la rigueur et de la violence à l'encontre de l'Éducation nationale. La CGT Éduc'action rappelle que le *Choc des savoirs* est un renoncement à toute ambition émancipatrice de l'École et instaure une ségrégation assumée entre les élèves en difficultés

et les autres, ainsi qu'une discrimination sociale. L'Éducation nationale ne peut subir de nouvelles coupes budgétaires et il y a urgence à obtenir le choc des moyens.

La CGT Éduc'action dénonce ces orientations politiques et budgétaires, à l'opposé de ce qui est absolument nécessaire aujourd'hui : investir pour l'Éducation, créer des postes pour réduire les effectifs par classe (et profiter ainsi de la baisse démographique) et faciliter le travail dans les services, augmenter les salaires et relancer l'attractivité des métiers...

D'autre part, Mme la Présidente de Région a annoncé non seulement vouloir doubler l'exigence du gouvernement de procéder à 40 millions d'économies sur les dépenses publiques, mais également souhaité « aller plus loin ». Une économie d'au moins 100 millions est affirmée.

Serait concerné le périmètre de la commission « Culture, sports, vie associative, bénévolat, solidarités, civisme et égalité femme-homme ».

Nous dénonçons d'ores et déjà cette coupe massive envisagée qui aura un impact direct sur l'Éducation dans la Région. Quid des projets pédagogiques ? Quid des conséquences sur les associations, les compagnies de théâtre ? sur l'ensemble des intervenants culturels qui agissent pour contribuer à une École émancipatrice ?

La CGT soutient toutes les mobilisations des artistes, travailleurs et travailleuses de la santé, salarié-es et bénévoles d'associations culturelles, sportives, citoyenne.

A cela s'ajoute l'annonce, mardi 19 novembre de la suppression de 100 postes de personnels de la Région, soit 10% des effectifs ! Là encore, les enseignements ne sont pas tirés des années covid et de la nécessité de plus de service public pour de meilleurs services publics pour tout-es et sur tout le territoire ! Pourtant, les dépenses de personnels ne représentent que 15 % des dépenses de fonctionnement de la Région qui, par ailleurs, est la Région la moins dotée de France en nombre d'agent-es publics par habitant-e. C'est donc bien un choix idéologique de démanteler encore plus le Service Public de la Région. Nous avons de fortes craintes sur les conséquences concrètes de ce choix pour les agent-es des services et des lycées sur leurs activités au quotidien et les moyens dont ils vont disposer pour assurer un service public régional de qualité et qui est déjà fortement dégradé.

Un autre exemple dans ces coupes budgétaires et sur les suppressions d'emplois qui en découlent : la Région des pays de la Loire a comme projet pour l'année prochaine de soustraire de l'autorité fonctionnelle des établissements les technicien-nés informatiques pour les regrouper en pôle. Elles.ils ne seraient plus attaché-es à un établissement mais y feraient des interventions ciblées et ponctuelles. Outre les conditions de travail dégradées que cela va engendrer, elles et ils perdront un contact privilégié, partie prenante du fonctionnement de la vie des établissements. Ceux -ci ne bénéficieront plus de l'assistance de proximité que fournissent actuellement ces TI. Cette décision est à mettre en regard de la dotation informatique des lycées qui n'a ne de cesse de baisser. Les ordinateurs obsolètes de la Région ne sont plus remis en état et le parc informatique dans les lycées diminuent.

Il est à craindre que d'ici peu, le quota du parc informatique de chaque lycée soit revu à la baisse au profit des Équipements Numériques Individuels (ENI). En effet, la région Pays-de-la-Loire remet depuis quelques années un ordinateur aux élèves entrant en Seconde. Cette initiative pour lutter contre les inégalités numériques au sortir du confinement est salutaire mais elle ne peut se substituer à la mise à disposition de moyens matériels et humains collectifs. En effet, l'utilisation des ENI dans le cadre des établissements se confrontent à de nombreuses

limites concrètes qui engendrent de nombreuses problématiques. Là encore, les effets de communication sur le don d'ordinateurs aux élèves ne résistent pas aux difficultés de terrain.

Nous avons entendu les choix budgétaires que M. le vice-président du Conseil Régional a présenté en préambule pour les lycées publics. Par transparence, nous aimerions connaître les choix budgétaires qui sont alloués à l'enseignement privé dans notre Région qui est un choix fortement assumé au-delà de la loi qu'il oblige par Mme la présidente de Région comme elle l'a affirmé par sa présence et son discours à la rencontre plénière annuelle des établissements privés. Pour rappel la CGT Educ'action et la CGT enseignement privé réaffirment leur revendication la nationalisation de l'enseignement privé

Dans ce contexte général très dégradé, sans mobilisation ni grève dans la durée, nous n'obtiendrons pas de réorientation du budget 2025 ni l'abrogation des mesures.

C'est par la grève que nous gagnerons sur nos revendications : revalorisation indiciaire pour tou·tes sans contrepartie, indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation et l'ouverture de négociations sur les grilles salariales, l'abandon de la réforme des retraites, abandon de toutes les réformes de tri social, des réformes des bacs et des lycées, de Parcoursup, les créations massives de postes dans tous les corps, la nationalisation de l'enseignement privé sous contrat, l'abandon du Choc des savoirs, l'abandon du Pacte, la création d'un statut de catégorie B pour les AESH et les AED, le report du déploiement Opale, la titularisation de tous les précaires sans condition de concours ni de nationalité, l'abandon SNU, du « tout évaluation ». Dès maintenant, nous exigeons également la démission de Kasbarian et l'abandon des projets qu'il porte, personnellement et au titre du gouvernement.

Ensemble sur leurs lieux de travail, les personnels de l'Education et des collectivités doivent s'organiser et se mobiliser pour construire le rapport de force indispensable au recul gouvernemental. Nous devons réussir la première journée de grève Fonction publique du 5 décembre prochain, organiser des Assemblées Générales pour réussir la reconduction dès les jours suivants jusqu'à ce que le gouvernement accède à nos revendications pour une Ecole émancipatrice pour tout·es et pour une société plus juste.